

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Mainframe & Business Software Procurement Division
/ Div des achats des ordi principaux et des logiciels de
gestion
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
4C1, Place du Portage III
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet GCDOCS MIGRATION TOOL	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN869-141670/A	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client 20141670	Date 2014-09-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EEM-006-27829	
File No. - N° de dossier 006eem.EN869-141670	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-10-06	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Quenville, Elizabeth	Buyer Id - Id de l'acheteur 006eem
Telephone No. - N° de téléphone (613) 937-2727 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification n° 006
Demande de soumissions n° EN869-141670/A
SOLUTION D'APPRENTISSAGE EN LIGNE SUR LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SALSST)

Cette modification a pour but :

- 1) de répondre aux questions sur la présente demande de soumissions telles que détaillées à la section A; et,
- 2) de modifier la demande de soumissions telle que détaillée à la section B.

SECTION A – QUESTIONS ET RÉPONSES

#	Question	Answer
18	<p>En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-12: L'objectif de la présente demande de proposition (DP) est de permettre à l'État d'acquérir un « outil » qui assurera la migration dans l'état final vers GCDocs des renseignements se trouvant dans les dépôts actuels. L'exigence cotée C-12 accorde une grande importance aux références de l'entreprise et des ressources afin d'attester de leurs compétences en migration dans l'état final (OpenText) en vue de fournir, de faciliter et de soutenir une solution logicielle commerciale et des services de migration des documents à multiples facettes (SLSMDMF), même si l'outil et les ressources proposés recourront non seulement à GCDocs, mais également à divers dépôts actuels.</p> <p>Nous prions l'État de retirer l'exigence C-12, car elle ne favorise que les entreprises qui proposent une solution d'outil OpenText et désavantage les entreprises qui proposent une solution éprouvée, sans égard aux dépôts auxquels on accède d'une extrémité ou de l'autre de l'outil de migration.</p>	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 1 si dessous.
19	<p>En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-11: L'exigence C-11 donne droit à 5 points pour chaque projet de migration de 50 000 documents de groupes de clients de 250 utilisateurs ou plus mené au cours des trois dernières années. Nous voudrions suggérer que l'État accorde plus de points techniques aux entreprises qui ont livré des projets plus gros et plus complexes, dont l'ordre de grandeur et l'échelle s'apparentent au projet de TPSGC.</p>	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 2 si dessous.

	Nous demandons respectueusement que des expériences en migration de 100 000 documents et de 250 000 documents soient considérées comme deux projets et cinq projets respectivement. Comme cela est rédigé actuellement, l'État accordera un maximum de points à une entreprise qui a livré plusieurs petits projets, plutôt qu'à une entreprise qui a fait migrer une plus petite quantité de documents pour un client de taille et de complexité semblables à celles de TPSGC.	
20	En se référant à la Demande de Soumission, page 1, date de fermeture: Nous souhaiterions obtenir une prolongation de trois semaines, étant donné que les réponses aux questions précédentes pourraient nous amener à modifier notre stratégie à l'égard de la DP.	La date de fermeture du Demande de Soumission est prolongée au lundi, le 6 octobre, 2014 à 14:00 heure de l'Est.
21	En se référant à la Demande de Soumission, générale: Y a-t-il une entreprise ou une solution déjà en place qui a assuré la validation de principe préalablement à la présente DP?	Non, il n'y a pas d'entreprise ni de solution déjà en place qui a assuré la validation de principe préalablement à la présente DP.
22	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-14 et l'exigence cotée C-11: Les exigences C-11 et O-14 donnent droit à 5 points pour chaque projet de migration de 50 000 documents visant des groupes de clients de 250 utilisateurs ou plus et pour chaque projet de migration de 100 000 documents visant des groupes de clients de 500 utilisateurs mené au cours des trois dernières années. Il s'agit de migrations inhabituellement petites. Nous croyons que cela pénalise injustement les entreprises qui ont mené des projets plus gros et plus complexes. Nous demandons que TPSGC évalue au prorata l'expérience afin qu'une migration de 100 000 documents soit considérée comme deux projets, une migration de 150 000, comme trois projets, etc.	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 2 et 3, si dessous.
23	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-9: L'exigence O-9 précise que la création de documents doit se produire dans le serveur de contenu OpenText par l'entremise de l'interface de programmation d'applications (API) de services Web du serveur de contenu OpenText. Y a-t-il une raison d'exclure les interfaces de fonctionnalités équivalentes (telles que WebDAV et le service de chargement en vrac OpenText)? (Nous constatons dans la réponse 7 concernant la modification 004, que vous n'exigez pas l'utilisation de documents électroniques API.)	TPSGC laisse le soumissionnaire/la solution proposée déterminer la façon d'extraire les renseignements du système de fichier ou des documents électroniques. L'utilisation d'une API pour services Web et serveur de contenu permet l'installation de la solution sur n'importe quel bureau et la migration à partir d'un bureau normal. Les services Web permettent également la migration des métadonnées étendues, une fonction que WebDav ne peut exécuter. La migration des métadonnées

		est obligatoire en vertu des exigences O-2 et O-3 de l'énoncé des besoins. L'importateur d'objets OpenText et les outils équivalents doivent généralement être exécutés dans le centre de données du serveur de contenu, qui est une zone contrôlée, sans accès au système de fichier ni aux documents électroniques où les documents sources sont situés.
24	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-12: 5 points sont attribués pour une attestation de compétence en serveur de contenu OpenText et 5 points pour une attestation de compétence en documents électroniques. Cela représente 25 % des points attribuables à l'analyste technique. Il n'y a pourtant aucun point attribuable pour l'attestation de compétence visant la solution logicielle proposée. Exiger une attestation de compétence de l'analyste technique en ce qui concerne OpenText suppose que l'État privilégie une solution OpenText. Nous demandons que les qualifications de l'analyste technique soient évaluées en fonction de l'attestation de ses compétences pour la <u>solution proposée</u> . L'expérience de travail avec les dépôts pertinents peut être démontrée ailleurs.	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 1 si dessous.
25	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-12: 10 points sont attribués à l'entreprise si elle a une attestation de partenariat avec OpenText. Cela avantagera injustement les entreprises qui proposent une solution OpenText. D'autre part, cela désavantagera les éditeurs de logiciels qui concurrencent directement la solution OpenText.	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 1 si dessous.
26	En se référant à la Demande de Soumission, page 1, date de fermeture: J'aimerais demander un report de la date de clôture de la demande de proposition, car les réponses à nos demandes pourraient nous amener à modifier nos alliances de sous-traitance et de coentreprise.	La date de fermeture du Demande de Soumission est prolongée au lundi, le 6 octobre, 2014 à 14:00 heure de l'Est.
27	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, générale: La migration vers un nouveau système de gestion des dossiers constitue une occasion de faire le ménage dans les dossiers actuels de l'État. La DP dans sa forme actuelle n'évalue pas la capacité de la solution proposée à contribuer à la suppression des renseignements négligeables, périmés et redondants (en double). Nous suggérons que l'État ajoute un critère coté afin d'évaluer cette capacité.	La Demande de Soumission n'inclus pas une exigence pour la suppression des renseignements négligeables, périmés et redondants (en double). Le Canada a examiné la demande, et l'exigence demeure inchangée.

29	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigences obligatoires O-1 à O-13 et l'exigences cotées C-1 à C-10: Comment vérifiera-t-on si les exigences O-1 à O-13 et C-1 à C-10 sont respectées? Une déclaration de conformité suffira-t-elle?	En vertu de l'article 3.2 de la demande de soumissions, Section I : soumission technique, a) le soumissionnaire doit démontrer, grâce à la soumission technique, sa compréhension des besoins et exigences établis dans l'appel d'offres et expliquer comment ils s'y conformeront. Le soumissionnaire doit montrer de manière concise et claire qu'il est en mesure d'exécuter le travail. La soumission technique doit être concise et traiter, sans nécessairement s'y limiter, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions.
30	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigences obligatoires O-2 et O-3: L'exigence O-2 précise que la solution doit permettre de conserver les métadonnées sources, alors que l'exigence O-3 précise que seuls certains champs sources doivent migrer. Laquelle est juste?	Les deux exigences obligatoires de l'énoncé des besoins, O-2 et O-3, sont exactes. L'exigence O-2 est de type macro, alors que l'exigence O-3 traite d'une exigence plus précise liée aux métadonnées nécessaires à la consignation des attributs/métadonnées.
31	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-3: L'exigence O-3 indique que l'auteur, le titre du document et la date de création constituent les champs et attributs des métadonnées à cartographier pour les documents ayant migré. Cela semble une quantité très limitée de métadonnées à saisir des dossiers officiels. S'agit-il des seuls champs qui doivent être saisis? Si c'est le cas, comment les autres métadonnées des lecteurs réseau et de la solution de documents électroniques seront-elles conservées?	L'exigence prévoit « l'exécution d'une cartographie des champs et des attributs des métadonnées sources aux champs et attributs des métadonnées de destination, à savoir, l'auteur, le nom du document et la date de création ». Cela prouvera que le vendeur peut cartographier les attributs de la source à la destination.
32	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-3: L'exigence O-4 précise que les documents électroniques OpenText et les lecteurs réseau partagés constituent des dépôts sources. 1. Quelles versions et quels protocoles sont visés? 2. Ces sources peuvent répondre aux besoins immédiats de TPSGC, mais la présente solution sera élargie pour y inclure d'autres groupes, ministères et organismes. Nous suggérons que les dépôts sources incluent les serveurs Exchange, les tableaux de stockage personnel,	L'environnement technique est défini aux sections 1.2, Contexte, et 1.4.3, Environnement technique, de l'énoncé des besoins. La solution ne servira pas à la migration des courriels ni des bases de données et des dépôts structurés comme SharePoint. La solution ne s'étendra pas aux applications, telles que Lotus ou WordPro d'IBM, qui n'offrent pas Enterprise Connect. Ces types de fichiers constituent également une petite minorité du contenu global stocké sur disque partagé.

	GroupWise, les bases de données, MS Sharepoint et d'autres systèmes et archives exclusifs. Ces dépôts constitueront des sources critiques pour d'autres ministères. Il pourrait s'agir d'une exigence cotée.	
33	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-5: L'exigence O-5 précise que la solution doit détecter automatiquement le type d'application et consigner l'extension des documents. Notre expérience nous montre que ces deux fonctionnalités sont souvent en conflit dans les dépôts sources (p. ex. des fichiers HTML sauvegardés avec une extension .xls et des documents RTF sauvegardés avec une extension .doc.) Comment doit-on procéder pour éviter que les suffixes, les métadonnées stockées et les types de fichiers réels qui y sont associés ne concordent pas?	TPSGC n'est pas normatif quant à la méthode utilisée pour respecter les exigences. Le soumissionnaire dispose d'une certaine latitude pour démontrer comment la solution proposée résout les différences entre l'extension, les métadonnées stockées et les types de fichiers réels sous-jacents.
34	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-1 : Ci spécifie que la solution doit pouvoir : 1. Cibler les données dupliquées et quasi dupliquées (qui présentent uniquement des différences itératives dans le contenu ou le formatage) dans l' des dépôts; (20 points) 2. Regrouper les documents similaires; (10 points) Cibler les données dupliquées dans quels dépôts? Est-ce restreint aux lecteurs réseau et aux documents électroniques mentionnés? Comment définit-on ce que constituent des documents semblables?	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 4 si dessous.
35	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-3 : L'exigence C-3 précise que la migration des versions doit continuer d'être effectuée des dépôts sources. Pouvez-vous confirmer que cette exigence est retirée pour les dépôts où il n'est pas possible de récupérer les versions (comme dans les systèmes de fichiers de format texte brut)?	Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-3 est révisé. SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 5, si dessous.
36	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-6: L'exigence C-6 accorde des points en tenant pour acquis que le contenu est copié et non déplacé. Quels points accorde-t-on lorsque le contenu est déplacé?	Il est exact que l'exigence C-6 accorde des points en tenant pour acquis que le contenu est copié et non déplacé. La définition de migration, selon le dictionnaire Oxford, est <u>de</u> « se déplacer

		<p>d'un endroit de quelque chose à un autre ».</p> <p>L'acte de migration sous-entend que le contenu est « déplacé ». Aucun point ne sera accordé si le contenu est déplacé, mais pas copié.</p>
37	<p>En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-15 et l'exigences cotées C-12 et C-13: La DP évalue l'expérience d'un seul analyste technique. Il n'y a pas d'exigence liée au fait de recourir à cet analyste dans des commandes subséquentes. Pouvons-nous proposer une liste de ressources à la place?</p>	<p>Non, il n'est pas possible de proposer une liste de ressources à la place d'un seul analyste technique. En vertu du paragraphe 4.2 e) de la demande de soumissions, intitulé « Quantité de ressources évaluées », une ressource sera évaluée dans le cadre de présente demande de soumission, comme l'indique l'annexe A. Les ressources supplémentaires seront évaluées uniquement après l'attribution du contrat, une fois les tâches précises demandées à l'entrepreneur. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation des tâches sera exécuté conformément à l'article 17, intitulé « Autorisation des tâches », de la partie 7, Clauses du contrat subséquent. Si un formulaire d'autorisation des tâches (formulaire AT) est émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource afin de se conformer à l'exigence précise de l'énoncé de travail du Formulaire AT. La ressource proposée sera ensuite évaluée en fonction des critères définis dans l'énoncé des besoins du contrat, conformément à l'annexe A. L'exigence consiste à démontrer l'expérience d'un analyste technique.</p> <p>Quant aux autres types de ressources, l'équipe de projet GCDOCS tient les analystes d'entreprises, les gestionnaires de projets et les experts en la matière demandés responsables de respecter les exigences de l'équipe de migration. Le soumissionnaire doit demander à un analyste technique de transférer ses connaissances sur la solution aux ressources techniques internes de TPSGC.</p>
38	<p>En se référant à l'Énoncé des besoins, générale: La DP évalue l'expérience d'un seul analyste technique. Il n'y a pas notamment de limite au nombre ni aux types de ressources. Des analystes d'activités et des gestionnaires de</p>	<p>L'équipe de projet GCDOCS tient les analystes d'entreprises, les gestionnaires de projets et les experts en la matière demandés responsables de respecter les exigences de l'équipe de migration. Le</p>

	projet peuvent également intervenir. Nous suggérons que le Canada ajoute des critères d'évaluation pour toutes les autres catégories de personnel auquel il faudra faire appel.	soumissionnaire doit demander à un analyste technique de transférer ses connaissances sur la solution aux ressources techniques internes de TPSGC.
39	En se référant à l'Énoncé des besoins, générale: La DP évalue l'expérience d'un seul analyste technique. Il n'y a pas d'exigence liée au fait de recourir à cet analyste ni de démontrer une expérience équivalente dans des commandes subséquentes. Quelle est l'utilité de démontrer l'expérience d'une personne qui pourrait ne pas être disponible pour offrir ces services au Canada au moment des commandes subséquentes? Nous recommandons de retirer toutes les exigences associées à l'analyste technique.	<p>Il est inexact de dire qu'il n'y a pas d'exigence liée au fait de recourir à cet analyste ni de démontrer une expérience équivalente dans des commandes subséquentes.</p> <p>En vertu du paragraphe 5.2 c) de la demande de soumissions, si le soumissionnaire ne peut offrir les services d'une personne nommée dans sa soumission, que ce soit en raison du décès, de la maladie, d'un congé prolongé (y compris d'un congé parental et d'un congé d'invalidité), de la retraite, de la démission ou du congédiement justifié de la ressource en question, dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis par le Canada de la non-disponibilité de cette personne, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant à l'autorité contractante, s'il fournit :</p> <p>i) le motif du remplacement ainsi que des documents justificatifs jugés acceptables par l'autorité contractante;</p> <p>ii) le nom, les compétences et l'expérience du remplaçant proposé disponible immédiatement;</p> <p>iii) la preuve que le remplaçant proposé détient l'autorisation de sécurité exigée et délivrée par le Canada, s'il y a lieu.</p>
40	En se référant à l'Énoncé des besoins, générale: Y a-t-il une entreprise ou une solution déjà en place qui a assuré une validation de principe pour un projet de nature semblable? Si c'est le cas? Par qui, pour quel prix et quand.	Non, il n'y a aucune entreprise ni solution déjà en place qui a assuré une validation de principe pour un projet de nature semblable.
41	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-14: Le Canada considèrerait-il de modifier l'exigence obligatoire O-14 à: Les clients qui ont utilisé la solution logicielle pour déplacer des données "vers" et / ou "hors de" un serveur de contenu Opentext avec au moins une référence où les données ont été transférées vers un serveur de contenu?	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 2 si dessous.

42	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-11: Le Canada considerait il de modifier les exigences des clients de C-11 à: Les clients qui ont utilisé la solution logicielle pour déplacer des données "vers" et / ou "hors de" un serveur de contenu?	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 2 si dessous.
43	En se référant à Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-12: S'il vous plait modifier l'exigence d'attestation de compétence appliquer au soumissionnaire pour inclure la possibilité que le soumissionnaire n'est pas un partenariat d'OpenText.	SVP voir la modification n° 006 au demande de soumissions, modification 1 si dessous.

SECTION B – MODIFICATIONS

1. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-12 est supprimé et n'est pas remplacé.
2. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-11 est supprimé et remplacé par ce qui suit:

C-11: Le soumissionnaire devrait démontrer comment la solution proposée peut être adaptée facilement aux dépôts de documents sources diverses.

3. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence obligatoire O-14 est supprimé et remplacé par ce qui suit:

O-14: Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a la capacité organisationnelle de mettre en œuvre cette solution. La capacité organisationnelle peut être démontrée d'une des quatre façons suivantes :

1. La mise en œuvre de la solution pour trois clients externes différents. Chaque solution logicielle mise en œuvre doit répondre aux critères suivants :
 - Avoir été mise en œuvre dans une organisation externe ayant 500 utilisateurs ou plus;
 - Avoir permis la migration d'au moins 100 000 documents (courriels, documents Word, Excel, PowerPoint) vers un serveur de contenu OpenText;
 - Avoir permis la migration complète des documents au cours des trois années précédant la date de publication de la présente demande de soumissions.

Le soumissionnaire doit fournir les coordonnées des organisations clientes afin de vérifier le client, le nombre d'utilisateurs, le nombre de documents transférés et la date de migration au cours des trois dernières années. Il doit fournir le nom

de l'entreprise ou du particulier, son adresse électronique et son numéro de téléphone.

2. Le soumissionnaire doit avoir deux ressources internes ayant les capacités et de l'expérience de la mise en œuvre de ce type de solution auprès de deux clients externes distincts. Chaque solution logicielle mise en œuvre doit répondre aux critères suivants :

- Avoir été mise en œuvre dans une organisation externe ayant 500 utilisateurs ou plus;
- Avoir permis la migration d'au moins 100 000 documents (courriels, documents Word, Excel, PowerPoint) vers un serveur de contenu OpenText;
- Avoir permis la migration complète des documents au cours des trois années précédant la date de publication de la présente demande de soumissions.

3. Le soumissionnaire, à titre d'organisation, doit avoir obtenu la certification de l'éditeur du logiciel.

4. Le soumissionnaire doit avoir deux ressources internes ayant obtenu la certification de l'éditeur du logiciel.

4. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-1 est supprimé et remplacé par ce qui suit:

C1: La solution doit être sensible aux exigences relatives à l' du dépôt source et au nettoyage en permettant ce qui suit :

1. Cibler les données dupliquées et quasi dupliquées (qui présentent uniquement des différences itératives dans le contenu ou le formatage) dans l' des dépôts; (20 points)
2. Permettre la description des types de documents à exclure de la migration, c.-à-d. les fichiers temporaires, les fichiers de sauvegarde et les documents qui n' pas été consultés depuis 2 ans, etc. (10 points)

5. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, l'exigence cotée C-3 est supprimé et remplacé par ce qui suit:

C-3: La solution doit permettre la migration facultative de toutes les versions des documents sélectionnés en un seul document, depuis un dépôt source GDDE vers le serveur de contenu.

6. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, Nombre maximum de points – Solution logicielle est supprimé et remplacé par 180 points.

7. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, Minimum de points requis pour la note de passage (60 %) – Solution logicielle est supprimé et remplacé par 108 points.
8. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, Nombre maximum de points – Ressources du soumissionnaire et ressources professionnelles supprimé et remplacé par 50 points.
9. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, Nombre maximum de points – Minimum de points requis pour la note de passage (60 %) – Ressources du soumissionnaire et ressources professionnelles supprimé et remplacé par 30 points.
10. Demande de Soumission, Section 4.2, Évaluation technique (b)(ii) et (iii) sont supprimés et remplacés par ce qui suit:
- (ii) Une **cote technique globale** sera calculée conformément aux critères d'évaluation articuliers établis dans l' Annexe A, Énoncé des besoins. Le nombre de points maximal disponible pour les critères cotés de la soumission technique est de 230 points. Le soumissionnaire doit obtenir une NTG d' moins **138** points (soit 60 %). Dans tous les calculs, la cote technique globale sera arrondie à deux décimales près.
- (iii) Si un soumissionnaire n'obtient pas cote technique globale minimale de **138** points, la soumission sera déclarée irrecevable et rejetée.
11. Demande de Soumission, Section 4.5, Méthode de sélection (a)(iii) est supprimé et remplacé par ce qui suit:
- (iii) obtenir la note globale minimale de 138 points exigée pour les critères d'évaluation technique (exigences cotées) qui font l' de la cotation par points. Il y a un maximum de 230 points pouvant être attribués.
12. Demande de Soumission, Annexe A, Énoncé des besoins, Section 1.9, Glossaire est modifié par ajouté ce qui suit:

Migration	Mouvement d'une partie de quelque chose à l'autre
Script	Une série d'instructions automatisée effectuée dans un ordre spécifique

**TOUTES LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS
DEMEURENT INCHANGÉES**